

DECEMBRE 1990

C2

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE



380880487992

Note de conjoncture de l'INSEE.
Supplément au bulletin de la conj.
No 6-1990 1990 12 00
INSEE-9180 1 200 11055

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

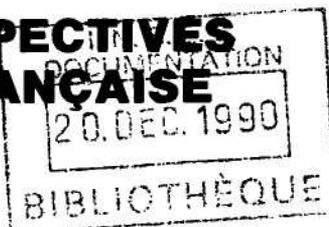
Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques / Directeur Général : M. Jean-Claude MILLERON / Direction Générale : 18, bd Adolphe Poincaré, 75675 PARIS Cedex 14 / Téléphone : (1) 45.40.12.12 / Télex : 204924 / Télécopie : (1) 40.92.11.91

SOMMAIRE

DECEMBRE 1990

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE



VUE D'ENSEMBLE

Les effets envisageables de la hausse des prix du pétrole 11

FICHES THEMATIQUES

L'environnement international	28
La politique monétaire	38
Le prix des matières premières	46
Coûts, prix de production et résultats des entreprises	52
Les prix de détail	55
L'investissement productif	60
La production	62
Les stocks	66
La productivité du travail	69
L'emploi	70
Le chômage	74
Les salaires privés et publics	77
Les administrations publiques.....	84
Le revenu des ménages	89
La consommation des ménages	92
Les échanges extérieurs de produits manufacturés	98
Les soldes extérieurs	102

Annexes :

Révisions des prévisions	106
Le compte associé	108

© INSEE 1990

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- N° 40 du cahier 1 (bleu) : fin mars 1991
- N° 35 du cahier 2 (vert) : fin février 1991

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par la Direction de la Diffusion et de l'Action Régionale de l'INSEE / Maquette : agence PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE Bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

Ont directement participé à la réalisation de cette note :

Rédacteurs en chef :

Jean-Christophe Fanouillet et Emmanuel Raoul

Contributeurs :

Laurent Arthaud ; Jean Bensaïd ; Laurent Berrebi ; Frédéric Boccara ; Ghislaine Calvarin ; Sylvie Carat ; Luis Cases ; Eric Chaney ; Louis Cretin ; Charlotte Dennerly ; Lise Dervieux ; Nicole Desprez ; Sophie Dumartin ; Françoise Dupont ; Guillaume Dureau ; Jean-Pierre Fraichot ; Jean-Paul Girard ; Stéphane Gregoir ; Dominique Guellec ; Annette Kadjar ; Thierry Lacroix ; Gilles Laguerre ; Marie-Odile Liagre ; Stéfan Lollivier ; Christiane Nivet ; Marie-Pierre Plaux ; Eric Poirié ; Pascale Pollet ; Vincent Rodés ; Florence Salet ; Marie-Hélène Tamisier.

Assistante de rédaction :

Pascale Roisé de Rouillon

Secrétaires de rédaction :

Françoise Berthelin ; Valérie Brossaud ; Nelly Cousté ; Liliane Delanne

Illustration :

Jean-Paul Mer ; Sophie Renaud.

Mise en page :

Sophie Renaud

Relation avec l'imprimeur :

Pierre Glénat

Rédaction achevée le 12 décembre 1990

AVERTISSEMENT

Cette note analyse la situation de l'économie française à la fin de 1990 et son évolution probable sur le premier semestre de 1991. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels. Les chiffres relatifs aux deux derniers trimestres de l'année 1990 ont un caractère prévisionnel, tandis que ceux relatifs au deux premiers trimestres sont le plus souvent provisoires. Les principales hypothèses ont été arrêtées un peu plus d'un mois avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant, comme à l'accoutumée, conventionnelle.

CONVENTIONS

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

Sauf précision, les chiffres présentés sont des taux de croissance en glissement semestriel-trimestriel.

Les zones grisées des graphiques comportent des prévisions (ou estimations).

ISSN 0766-6268

Vue d'ensemble

Le ralentissement de la croissance française amorcé fin 1989 se poursuit, en phase avec celui de l'activité mondiale : au moindre dynamisme de la consommation privée qui expliquait 80 % du ralentissement des sept principaux pays de l'OCDE en 1989, est venue s'ajouter une croissance moins rapide de l'investissement en 1990. Ce mouvement aurait été plus prononcé sans les très fortes demandes intérieures japonaise et surtout allemande. Au premier semestre de 1991, la croissance du PIB total, en volume, s'engagerait sur un rythme de l'ordre de 2 % après 2,6 % en 1990 et 3,7 % en 1989 ^{1/}. Cette prévision intègre l'impact défavorable sur l'activité mondiale en 1991 du renchérissement de l'énergie.

Tout en connaissant une nette inflexion, le secteur des services marchands est celui qui a le plus contribué à la croissance en 1990 ; début 1991, l'activité de ce secteur ne ralentirait plus. Par contre, les dernières enquêtes de conjoncture ont confirmé, au delà de son ressaut au troisième trimestre de 1990, le diagnostic d'une poursuite du ralentissement des industries manufacturières dont la production pourrait même reculer au premier semestre de 1991.

S'ajustant graduellement au ralentissement de l'activité, les créations d'emploi sont moins nombreuses et l'industrie manufacturière recommence à perdre des emplois dès le troisième trimestre de 1990. Cette évolution de l'emploi aurait entraîné une diminution du taux de chômage au sens du BIT jusqu'à l'été, suivie d'une remontée.

Progression des coûts salariaux unitaires au premier semestre, renchérissement du pétrole au second ne sont que partiellement répercutés dans les prix : le taux de marge des SQS-EI se détériore en 1990 et revient à des niveaux proches de ceux de 1987. A cela s'ajoutent des anticipations moindres de demande et des coûts de financement plus élevés, conduisant en 1991 à un net freinage de l'investissement global et à une stabilisation de celui de l'industrie.

Grâce à cette compression des marges, le rythme de la hausse des prix serait finalement le même en 1990 et en 1989 (3,6 % en glissement). Leur profil a été marqué par la baisse des prix pétroliers au premier semestre puis par leur vive remontée. La décélération des prix alimentaires, en particulier ceux des viandes, a permis un ralentissement des prix hors énergie. Au premier semestre de 1991, les effets induits de la hausse du prix du pétrole seraient limités : sous l'hypothèse conventionnelle d'un baril à 30 dollars et d'un dollar à 5 francs, les prix de détail augmenteraient de 1,9 % et leur glissement sur douze mois serait de 3,9 % en juin. Si le prix du pétrole revenait à 25 dollars d'ici à la mi-1991, le glissement annuel en juin pourrait être de 3,6 % comme en décembre 1990 ou 1989.

Le pouvoir d'achat des ménages a évolué en 1990 à un rythme assez régulier mais inférieur à celui des années précédentes ; le fléchissement de la masse salariale du privé au second semestre et la non-reconduction de la prime de croissance des fonctionnaires ont pesé sur cette évolution. Dans le secteur privé, comme dans la fonction publique, les salaires se sont modérés à partir de la mi-1990.

La consommation des ménages a ralenti dès le deuxième trimestre de 1990, notamment en produits manufacturés. Au ralentissement du revenu des ménages sont venus s'ajouter un accès au crédit plus difficile et un comportement de précaution, suite aux événements du Golfe. Au printemps 1991, la consommation totale s'inscrirait dans cette tendance d'un ralentissement gradué amorcée un an avant.

En volume, le ralentissement de la demande étrangère et une perte sensible de compétitivité-prix, imputable aux évolutions du dollar, ont affecté les exportations françaises en 1990, et ce dans toutes les branches à l'exception de l'automobile. Avec le fléchissement des importations provoqué par une demande des entreprises et des ménages moins soutenue, le déficit commercial FAB-FAB se limiterait à 55 Mds de F en 1990, soit 10 Mds de F de plus qu'en 1989. Cette

^{1/} Hors activités non marchandes, la croissance du PIB (marchand) a été de 2,8 % en 1990 après 4 % en 1989.

dégradation est uniquement due à l'alourdissement de la facture énergétique, suite au renchérissement du pétrole provoqué par la crise du Golfe. En revanche, le déficit manufacturier CAF-FAB resterait stable en 1990, de 55 Mds de F, grâce en partie à des gains des termes de l'échange.

Au premier semestre de 1991, la poursuite de ces gains de termes de l'échange, une demande intérieure toujours soutenue en Allemagne et la montée en charge du pro-

gramme Airbus seraient favorables au solde manufacturier. Le déficit commercial FAB-FAB atteindrait un peu moins de 40 Mds de F sur le premier semestre. Si le prix du pétrole revenait d'un mois sur l'autre de 30 dollars à 25 dollars le baril, la facture énergétique mensuelle s'allégerait en moyenne d'un peu plus d'un milliard de F. Alourdissement du déficit commercial et détérioration du solde intérêts, dividendes et autres revenus du capital ont entraîné une dégradation du déficit des transactions courantes en 1990.

*
* *
*

Biens et services totaux : équilibre ressources-emplois aux prix de 1980											
Taux de croissance en %											
	Moyennes semestrielles					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	89.I	89.II	90.I	90.II	91.I	1988	1989	1990	1988	1989	1990
PIB total	2,2	1,2	1,2	1,5	0,9	3,5	3,4	2,6	3,8	3,7	2,6
dont PIB marchand	2,4	1,3	1,3	1,6	0,9	3,9	3,7	2,7	4,3	4,0	2,8
Importations	4,7	1,8	3,9	2,8	1,9	7,3	8,4	4,9	8,6	8,3	6,3
Total des ressources	2,7	1,4	1,8	1,8	1,1	4,3	4,4	3,1	4,8	4,6	3,4
Consommation des ménages	1,3	1,5	1,8	0,6	1,2	2,9	2,7	2,4	3,2	3,1	2,8
FBCF totale	2,7	2,0	2,2	2,9	0,5	8,2	4,9	4,8	8,6	5,9	4,7
dont: SQS-EI	3,3	1,5	3,3	3,1	0,8	9,5	4,2	6,8	10,8	6,7	5,6
ménages	-0,1	3,0	-0,5	2,4	-0,8	5,9	4,5	0,4	4,6	3,4	2,2
Exportations	8,3	1,6	3,0	1,4	3,7	4,3	11,9	3,5	8,3	11,0	4,5
Variations de stocks en contribution au PIB	-0,1	-0,1	-0,3	0,6	-0,6	0,4	-0,2	0,0	-0,2	-0,3	0,0
Demande intérieure hors stocks	1,5	1,5	1,8	1,3	1,0	3,9	2,9	3,1	4,2	3,4	3,1
Demande intérieure y compris stocks	1,4	1,3	1,5	1,9	0,4	4,3	2,7	3,0	4,0	3,1	3,1

Le ralentissement de la croissance amorcé mi-1989 se poursuit

Au premier semestre de 1991, la croissance du PIB total en francs constants s'engagerait sur un rythme annualisé de l'ordre de 2 %. Le ralentissement amorcé en 1989 se poursuit : après une croissance en moyenne annuelle de 3,7 % en 1989, le PIB total a augmenté de 2,6 % en 1990.

Comme en 1989, les services marchands ont le plus contribué à la croissance. Cependant leur inflexion est nette : services aux entreprises et transports ont été touchés par le ralentissement de l'activité industrielle, tandis que le tourisme a connu une moindre croissance à partir de son niveau exceptionnel de 1989. La production des services marchands ne ralentirait plus début 1991. En moyenne annuelle, la croissance de la production du commerce est restée proche de celle de 1989, grâce aux hauts niveaux atteints en début d'année par la consommation des ménages.

Au delà de l'évolution favorable du troisième trimestre venue compenser le repli trop marqué du trimestre précédent, la production manufacturière a nettement ralenti en 1990 avec 2 % en moyenne annuelle après 5 % en 1989. Dès la mi-1989, les biens intermédiaires avaient été touchés en raison du tassement de leur demande étrangère. Après quatre années de forte expansion, la production automobile baisse depuis le début de l'année 1990. Le marché automobile français a en effet nettement ralenti en 1990, suivant en cela les autres marchés européens, à l'exception notable du marché allemand dopé par l'unification. Compte tenu de la relative vigueur de leur demande, les biens d'équipement professionnel ont constitué la branche manufacturière la plus dynamique en 1990. L'enquête trimestrielle d'octobre a, du reste, fait apparaître dans ce secteur une proportion encore élevée d'industriels mentionnant des goulots ; cependant, sa production ralentit également, ce mouvement étant atténué par la montée en charge du programme Airbus A320 début 1991. Enfin, le ralentissement de la consommation des ménages a affecté les biens de consommation. Les tendances observées au cours de l'année 1990 se poursuivraient au premier semestre de 1991 ; la production manufacturière pourrait même baisser : les dernières enquêtes de conjoncture étayaient ce diagnostic.

Le bâtiment et les travaux publics avaient déjà nettement ralenti en 1989 : leur croissance en 1990 n'est qu'en léger retrait avec un peu moins de 3 % en moyenne annuelle après 3,7 % en 1989 et 7,5 % en 1988. Pour 1991, le rythme de croissance de leur activité serait un peu réduit en raison du moindre dynamisme des grands chantiers de travaux publics (investissements autoroutiers et locaux, tunnel sous la Manche, TGV nord) et du retrait des mises en chantier de logements observé en 1990.

La production d'énergie a accéléré sa croissance en 1990 grâce au niveau record atteint par l'activité du raffinage. La sécheresse a plus affecté la production d'hydroélectricité que celle de produits agricoles où quasiment seul le maïs a été touché. La production animale a été la plus dynamique, que ce soit dans le secteur de la viande ou dans celui du lait dont la collecte a augmenté pour la première fois depuis 1986.

Les résultats des entreprises sont moins favorables

Le taux de marge des SQS-EI s'est détérioré en 1990, tout en se maintenant à un haut niveau. Compte tenu de la progression des coûts salariaux unitaires au premier semestre de 1990 et du renchérissement du prix du pétrole au second, les coûts unitaires d'exploitation ont crû bien plus rapidement en 1990 qu'au second semestre de 1989. Cette accélération s'est répercutée sur les prix de production, mais de façon plus atténuée, les entreprises ayant fait le choix de ne pas prendre en compte totalement les hausses de leurs coûts ^{1/}. Ce comportement se prolongerait au premier semestre de 1991, avec une compression supplémentaire des marges.

L'investissement dans l'industrie plafonne en 1991

Le ralentissement de la croissance a pesé faiblement sur l'effort d'investissement des entreprises en 1990 qui a crû à un rythme de l'ordre de 5 % à 6 % en volume après un peu plus de 7 % en 1989. Les événements du Golfe n'ont que marginalement remis en cause le volume de l'investissement décidé avant l'été : c'est plus la destination des équipements que leur montant global qui a été affecté en 1990 par la conjoncture, avec un redéploiement en faveur des investissements

^{1/}Voir INSEE Première, N° 108 octobre 1990 : "La crise du Golfe : le souci d'un ajustement rapide".

de productivité. Pour 1991, les déterminants habituels de l'investissement sont mal orientés, que ce soient les anticipations de demande, celles de rentabilité, ou le coût du financement. Seules la perspective d'une concurrence accrue et la préparation du grand marché de 1993 inciteraient les industriels à ne pas réduire le volume de leurs investissements en 1991 : selon les réponses à l'enquête de novembre dans l'industrie concurrentielle, la croissance en valeur serait limitée à 4 %, soit nettement moins que les 10 % prévus dans l'enquête de juin. Dans les autres secteurs comme les services et les commerces, l'investissement ralentirait assez légèrement.

Les créations d'emploi sont moins nombreuses...

En 1990, l'emploi a commencé à s'adapter graduellement au ralentissement de l'activité, conduisant à des gains de productivité apparente du travail encore plus faibles qu'en 1989. Ainsi, 220 000 emplois ont été créés par l'ensemble de l'économie après 290 000 en 1989. De la mi-1990 à la mi-1991, et sur le même champ, 130 000 emplois nets seraient créés. Le recul des principales formes d'emploi précaire (intérim, contrats à durée déterminée et SIVP) s'est affirmé depuis le début de l'année 1990, principalement dans l'industrie et le BTP. Au premier semestre de 1991, cette évolution se poursuivrait, mais les emplois stables commenceraient à être affectés.

... et l'industrie perd à nouveau des emplois

Pour la première fois depuis un an et demi, les effectifs de l'industrie manufacturière ont diminué au troisième trimestre de 1990. Ce mouvement s'accentuerait au quatrième, et plus encore au premier semestre de 1991 : de la mi-1990 à la mi-1991, 50 000 emplois seraient perdus. L'automobile, et à un moindre degré les biens de consommation et les biens intermédiaires, connaîtraient les évolutions les plus défavorables. Le fléchissement du rythme de croissance, plus tardif dans les biens d'équipement professionnel, n'entraînerait dans ce secteur que des pertes d'emploi limitées à l'horizon de la mi-1991.

Le taux de chômage est passé par un minimum en 1990

Ce n'est qu'avec l'enquête emploi de mars 1991 que l'évolution du chômage entre le début de 1990 et celui de 1991 pourra

être évaluée avec précision : malgré son ralentissement, l'évolution encore favorable de l'emploi permettrait au taux de chômage au sens du BIT de diminuer jusqu'au troisième trimestre de 1990. Il remonterait ensuite, en restant en deçà de 9 %.

Le rythme de la hausse des prix est resté stable en 1990

Sur l'ensemble de l'année, l'augmentation des prix de détail aurait été de 3,6 % en glissement, comme en 1989. Cette stabilité est d'autant plus à souligner que l'énergie s'est renchérie, suite aux événements du Golfe. Hors énergie, la hausse des prix n'aurait été que de 3,2 % après 3,4 % l'année précédente. Sous l'hypothèse conventionnelle du prix du baril de pétrole à 30 dollars et avec une stabilisation du cours du dollar à 5 francs début 1991, les prix de détail croîtraient de 1,9 % au premier semestre, et de 3,9 % en glissement de juin 1990 à juin 1991.

La forte accélération des prix de l'énergie au second semestre...

Suite aux évolutions du prix des produits pétroliers, le profil des prix de détail est très marqué en 1990 : ces derniers auraient augmenté de 1,9 % au second semestre de 1990, en légère accélération par rapport au premier semestre où la hausse avait été de 1,6 %. La crise du Golfe a conduit à une vive remontée du prix du baril au second semestre à partir de leur bas niveau de juin. L'importance de la fiscalité spécifique aux produits pétroliers a amorti les variations de prix des marchés. Le glissement annuel des prix énergétiques est de 7,7 % en 1990, après 5,5 % en 1989. Compte tenu des hypothèses, le prix de l'énergie n'accélérerait que légèrement, augmentant en glissement de 2 % au premier semestre de 1991.

... a été compensée par une décélération des prix alimentaires

La décélération de 0,2 point en 1990 par rapport à 1989 de l'ensemble des prix de détail hors énergie est en grande partie imputable aux prix du secteur alimentaire. Les effets de la sécheresse sur les prix des légumes et des fruits sont compensés par la modération du prix des viandes de boucherie, notamment celui du boeuf et du porc. Cette décélération se poursuivrait au premier semestre de 1991.

Le rythme de l'inflation sous-jacente est stable en 1990

Hors énergie et produits alimentaires, le rythme d'inflation est resté stable en 1990. Le prix des produits manufacturés aurait augmenté de 0,7 % au second semestre de 1990 après 1,2 % au premier, soit pour l'ensemble de l'année une hausse semblable à celle de 1989 (2 %). Les mesures de réduction des taux de la TVA ont eu sensiblement les mêmes effets en 1990 qu'en 1989. La légère accélération des prix des services a masqué des évolutions contrastées en 1990 : des prix des loyers plus modérés, conséquence de la prolongation du décret limitant les hausses dans la région parisienne et de la faible progression de l'indice du coût de la construction en début d'année, et une légère accélération pour le prix des services du secteur privé et de la santé. Les effets induits par la progression des coûts salariaux unitaires et des matières premières industrielles, notamment du pétrole, seraient très faibles au premier semestre de 1991, de l'ordre de 0,1 à 0,2 point. Ainsi, les prix de détail en produits manufacturés progresseraient de 1,5 % au premier semestre de 1991 et ceux des services du secteur privé de 3,2 %, les hausses étant habituellement plus fortes en cette période de l'année.

Les hausses de salaires dans le secteur privé se modèrent

Dans le secteur privé et en moyenne annuelle, le salaire moyen par tête a augmenté en 1990 d'un peu moins de 6 % après un peu moins de 5 % en 1989. Cette accélération est acquise en début d'année : le taux de salaire horaire ouvrier (TSH) a augmenté de 3 % entre janvier et juillet 1990 ; de juillet 1990 à janvier 1991, sa hausse reviendrait à 2 %. Cette forte croissance en début d'année est due pour une part à l'évolution des salaires dans le BTP, secteur sensible aux augmentations du SMIC et où s'est traduit l'accord sur les classifications dans le secteur des travaux publics. De plus, les revalorisations ont été concentrées en début d'année, profitant également des bons résultats des entreprises en 1989. Après la revalorisation de 2,1 % du SMIC au 1er décembre, le glissement du TSH serait de 2,5 % entre janvier et juillet 1991. Cette hausse est modérée et se situe à un niveau intermédiaire entre ceux de la première moitié de 1989 et 1990. Cette hypothèse repose sur la prise en compte d'accords sur les bas salaires dans le bâtiment et la distribution, tempérée par

la dégradation des résultats des entreprises en 1990 ainsi que par les hausses de coûts énergétiques ; ce dernier facteur laisse peu de marge pour les rendez-vous de début 1991.

Les traitements des fonctionnaires ont bénéficié en 1990 de mesures catégorielles

Le salaire moyen par tête des fonctionnaires de l'Etat a augmenté d'un peu moins de 5 % en moyenne annuelle en 1990, soit environ un demi-point de moins qu'en 1989 où ils avaient bénéficié du versement d'une prime exceptionnelle de croissance. Aux mesures générales du 1er avril (1,2 %) et du 1er décembre (1,3 %), s'ajoute celle prise au titre de l'exercice 1989 mais prenant effet en 1990 (1,5 % et un point d'indice versés en avril avec effet rétroactif en janvier). En moyenne annuelle, l'indice des traitements de la Fonction Publique d'Etat augmente de 2 % en 1990 dont 1,8 point au titre des mesures générales. D'autres mesures, non prises en compte dans l'indice, portent l'effet global de ces mesures catégorielles à 2,36 points (plan Education, mesures d'accélération de carrières en particulier).

Le pouvoir d'achat du revenu disponible évolue à un rythme moins rapide

En 1990, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages a augmenté à un rythme assez régulier, de l'ordre de 2,5 % en glissement annuel après environ 4 % en 1989 et 5 % en 1988. L'infléchissement entre 1989 et 1990 est, en début d'année, le contrecoup du versement fin 1989 de la prime de croissance aux fonctionnaires et, après l'été, du ralentissement de la masse salariale privée. L'ensemble des prestations sociales a continué à croître en 1990 à un rythme aussi rapide qu'en 1989, la décélération des prestations maladie compensant les revalorisations plus fortes des prestations vieillesse et famille. Début 1991, en contrepartie de la création de la cotisation sociale généralisée (CSG), les cotisations seront diminuées ; les prestations ralentiraient significativement en raison des effets modérateurs de la convention médicale signée en mars 1990. L'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels décélère parallèlement à l'activité, tandis que le ralentissement des loyers pèse sur celui des ménages hors entrepreneurs individuels. Dans la pre-

mière moitié de l'année 1991, la croissance du pouvoir d'achat des ménages ne s'infléchirait pas.

La consommation ralentit dès le deuxième trimestre de 1990

La consommation des ménages en 1990 n'aurait augmenté en glissement que d'un peu moins de 1 % au cours des trois derniers trimestres de 1990, après 1,4 % au premier. Le ralentissement des revenus, l'accès au crédit plus difficile que par le passé ont joué sur toute l'année 1990. Est venu s'ajouter à ces facteurs de décélération l'évènement conjoncturel de la crise du Golfe. Une brusque flambée des prix de l'énergie et des comportements de précaution, qui se seraient traduits au troisième trimestre par un stockage de fioul plus précoce et un report d'achats de biens durables, ont été les conséquences les plus visibles sur la consommation totale. La consommation des ménages en produits manufacturés, en particulier celle d'automobiles et de gros équipements du logement, postes les plus sensibles aux conditions financières des ménages, explique une bonne part des évolutions de l'ensemble. En revanche, les services restent en 1990 l'un des éléments moteurs de la croissance de la consommation.

Au printemps 1991, la consommation en produits manufacturés s'inscrirait dans la tendance à un ralentissement gradué amorcée un an avant. La consommation totale des ménages augmenterait d'un peu plus de 1 % au premier semestre de 1991. Le taux d'épargne gagnerait un point par rapport à 1989 et, hors fluctuations au trimestre le trimestre, se maintiendrait à un niveau un peu supérieur à 13 %.

La croissance de la demande étrangère s'est sensiblement infléchie

La demande en produits manufacturés adressée à la France en 1990 a été affectée par le fléchissement de l'activité mondiale. Au moindre dynamisme de la consommation privée qui expliquait 80 % du ralentissement des sept principaux pays de l'OCDE en 1989, est venue s'ajouter une croissance moins rapide de l'investissement en 1990. Ce mouvement de retrait aurait été bien plus prononcé sans le dynamisme des demandes intérieures allemande et japonaise. Le rythme de croissance de la demande mondiale serait de l'ordre de 7,5 % en 1990, après 9,4 % en 1989. Au premier semestre de 1991, l'activité mondiale poursuivrait son

ralentissement et la demande adressée à la France s'infléchirait ; en moyenne semestrielle, sa croissance serait de 3 %, après 4,5 % au premier semestre de 1990 et 2,4 % au second ; seule la demande provenant des pays de l'OPEP accélérerait.

La croissance des exportations s'en trouve affectée

Nos exportations manufacturières en volume ont progressé de 5,7 % en 1990 en moyenne, après 9,7 % en 1989. Ce ralentissement a été perceptible pour l'ensemble des biens à l'exception de l'automobile. Outre le ralentissement de la demande mondiale, la baisse du dollar au second semestre de 1989 qui a affecté notre compétitivité-prix en 1990 explique en partie ce retrait. Les pertes de parts de marché seraient de l'ordre de 2 points, après une quasi-stabilisation en 1989. Les mouvements du dollar, stable au premier semestre de 1990, et la montée en charge des livraisons d'Airbus jusqu'à la fin du premier trimestre de 1991 permettraient à nos exportations de croître à un rythme soutenu au premier semestre de 1991, un peu plus de 4 % en glissement.

Les importations ralentissent

Le rythme de croissance des importations manufacturières en volume a été moindre en 1990, 7,6 % en moyenne après 9,8 % en 1989. Ce ralentissement a résulté d'une demande des entreprises en consommations intermédiaires moins soutenue et d'un repli de la demande des ménages en automobiles. Le taux de pénétration, qui mesure la part de la demande intérieure satisfaite par les importations, augmenterait cependant plus vite qu'en 1989 en raison des mouvements de parité. Au vu des perspectives de production manufacturière et de l'inflexion de toutes les composantes de la demande intérieure, le ralentissement de nos importations se poursuivrait au premier semestre de 1991.

L'alourdissement de la facture énergétique accentue le déficit du commerce extérieur...

Le déficit FAB-FAB se limiterait à 55 milliards de F en 1990, soit seulement 10 Mds de F de plus qu'en 1989. Cette dégradation est essentiellement due à l'alourdissement de la facture énergétique CAF-FAB de plus de 10 Mds de F, suite aux évènements intervenus dans le Golfe. Le solde agro-alimentaire se serait maintenu en 1990 à son haut niveau de 1989, 50 Mds de F.

... alors que le solde manufacturier s'est stabilisé.

La poursuite de gains de termes de l'échange, conséquence de la baisse du dollar par rapport au franc depuis la mi-1989, permet une quasi-stabilisation du déficit manufacturier CAF/FAB. Cependant, la dégradation du taux de couverture en volume de nos échanges en produits manufacturés a été forte au second semestre de 1990, où a commencé à jouer la baisse du dollar. Le déficit manufacturier aurait approché les 34 Mds de F au second semestre de 1990 après 21 Mds de F au premier. Il aurait été de 55 Mds de F pour l'ensemble de l'année 1990, soit un chiffre proche de celui de l'année précédente : le creusement du déficit manufacturier s'est nettement ralenti par rapport à 1989.

La stabilisation du prix du baril et une reprise des livraisons agricoles à destination de l'URSS maintiendraient au premier semestre de 1991 les soldes de l'énergie et de l'agro-alimentaire à leurs niveaux du second semestre de 1990. De plus, l'effet décalé de la stabilisation momentanée du cours du dollar au premier semestre de 1990 et une forte demande intérieure allemande permettraient une légère amélioration du déficit manufacturier au premier semestre de 1991 ; il serait de l'ordre de 30 Mds de F. Le déficit commercial FAB-FAB atteindrait un peu moins de 40 Mds de F sur la même période.

Le solde des transactions courantes s'est détérioré en 1990

Nos exportations de services n'ont pas connu en 1990 le niveau exceptionnel de 1989. Le solde du poste intérêts, dividendes et autres revenus du capital s'est fortement dégradé en raison d'une vive progression des intérêts perçus par les non-résidents suite aux nombreux achats de valeurs mobilières effectués par eux à la fin de 1989. De ce fait et en raison de l'alourdissement du déficit commercial, le déficit des transactions courantes s'est creusé en 1990.

* * *

L'économie française se distingue par la maîtrise des évolutions nominales : les hausses de salaire se modèrent, l'inflation est stabilisée à un bas niveau et le déficit du commerce extérieur reste limité malgré le renchérissement de la facture énergétique. En contrepartie, les évolutions réelles sont ralenties. En particulier, l'investissement industriel tend à plafonner. Dans un environnement international où une compétitivité accrue nécessite un effort maintenu de modernisation, cette tendance devrait être limitée dans sa durée et son ampleur pour permettre à l'économie française d'aborder dans les meilleures conditions les années à venir.